

TIC-TAC HEBDO

L'hebdomadaire d'informations et d'actualités du groupe de presse TIC-TAC, basé à Goma, au Nord-Kivu.

PRIX 2500 Fc

- Accusé des bavures, Mr Marcel KALALA MWAMBA, président provincial de la CRRDC au Nord Kivu vers la voie de sortie.

- Goma : Les jeunes du quartier Murara dans la commune de Karisimbi appelés à se liguer contre l'insécurité et contribuer au...

Groupe de Presse TIC-TAC 02, Avenue Bunia, Quartier Murara (derrière Instigo,) Goma, Nord-Kivu Tél. : +243 994 054 675 Email :stickrdc@gmail.com



RÉSOLUTION DU CONFLIT À L'EST

Jean-Marc Kabund plaide pour un dialogue incluant l'AFC/M23



Problématique foncière dans la commune de Karisimbi en ville de Goma :Le bourgmestre Abdoul BIKULO Pascal lance une mise en garde aux spoliateurs des espaces de l'Etat.

PAIX :

Activisme des rebelles ougandais ADF au Nord Kivu : Maître Jean Paul NGAHANGONDI dit non aux machettes qui égorgent les Nande.



GOMA : LES ÉPREUVES PRÉLIMINAIRES DES AUTODIDACTES EFFECTIVEMENT LANCÉES

Une étape déterminante vers l'EXETAT 2025–2026



ÉDITORIAL

RDC : Le temps d’un projet national

La République démocratique du Congo ne manque ni de talents ni de ressources. Elle manque d’un projet national clair.

Depuis des décennies, la vie politique congolaise oscille entre gestion de crises et

recompositions permanentes. Chaque échéance électorale redéfinit les alliances, chaque tension sécuritaire reconfigure les priorités, chaque réforme annoncée semble suspendue à des calculs immédiats. Mais un État ne se construit pas dans la réaction. Il se construit dans la vision.

La question essentielle n’est plus celle des équilibres politiques du moment. La question est celle du cap.

Quel modèle d’État voulons-nous ?
Une administration performante ou un appareil bureaucratique lent et fragmenté ?
Une économie d’extraction ou une économie de transformation ?
Une démocratie d’affrontements ou une démocratie de projets ?

À l’Est, la crise sécuritaire rappelle que la souveraineté ne peut être un slogan. Elle exige une armée restructurée, une diplomatie cohérente et une stratégie régionale assumée. À Kinshasa, la gouvernance doit dépasser la logique de coalition pour entrer dans celle de performance institutionnelle.

La RDC possède des atouts stratégiques majeurs : position géographique centrale en Afrique, ressources critiques pour la transition énergétique mondiale, démographie

dynamique. Mais ces atouts ne produiront pas de prospérité sans une architecture politique stable et crédible.

Un projet national implique trois piliers fondamentaux :

- 1. La consolidation institutionnelle**
Des institutions fortes, indépendantes, capables de résister aux cycles politiques.
- 2. La transformation économique locale**
Passer de l’exportation brute à la valeur ajoutée nationale.
- 3. La confiance citoyenne**
Sans transparence et redevabilité, aucune réforme ne tiendra.

La jeunesse congolaise ne réclame pas des discours héroïques. Elle réclame des résultats mesurables, une justice équitable et un horizon économique tangible.

Le moment est venu de sortir de la politique de court terme. Le moment est venu d’assumer un leadership stratégique.

La RDC n’a pas besoin d’une simple alternance. Elle a besoin d’une orientation.

Erection de la ligne électrique de Virunga Sarl dans le territoire de Nyiragongo au Nord Kivu : L’Asbl ACADEPA ZABURI 33 salue l’initiative et appelle à son extension.



C’est dans un entretien accordé à votre rédaction que le responsable de cette organisation dénommée « Action d’animation pour le développement des paysans, ACADEPA en sigles s’est dit soulager par cette initiative qui vise à désengorger ces entités qui sont longtemps restées dans le noir, freinant ainsi le développement des plusieurs coins des territoires de Nyiragongo et Rutshuru. Dans les villages Ngangi 1 et Kabaya en chefferie de Munigi dans le territoire de Nyiragongo, plusieurs pilonnes et poteaux électriques ont été implantés par la société Virunga Energie Sarl. NIBAMWE MUZUNGU Jean Etienne, secrétaire exécutif

de cette organisation a précisé que cette initiative combien louable présage le raccordement imminent en faveur des ménages de cette partie du territoire longtemps restés sans être desservies en énergie électrique. Pour lui, il s’agit de l’aboutissement d’un plaidoyer de longue date mené par les leaders sociaux conscients de l’apport de ce raccordement dans la sécurité et le développement de cette entité. « L’électricité va jouer un rôle très capital sur la vie sociale de la population riveraine du Parc National des Virunga, notamment sur la sécurité, la création d’emploi entre autres la soudure, l’ajustage, l’élevage, la menuiserie,

la coupe et couture, l’informatique et tant d’autres métiers. Nous encourageons la population à soutenir les agents engagés sur terrain pour ce projet et demandons à l’institut congolais pour la conservation de la nature, ICCN et ses partenaires à savoir Virunga Sarl, SOCODEE de songer également aux autres sept groupements de la chefferie de Munigi en territoire de Nyiragongo pour une meilleure protection des écosystèmes de ce site du patrimoine mondial de l’UNESCO » a-t-il conclu.
Marty Dacruz OLEMBA

RÉSOLUTION DU CONFLIT À L'EST
Jean-Marc Kabund plaide pour un dialogue incluant l'AFC/M23



Dans un entretien accordé à TV5 Afrique, l'opposant congolais Jean-Marc Kabund, président national de l'Alliance pour le Changement (A.Ch), est revenu sur la situation sécuritaire préoccupante qui secoue l'Est de la République démocratique du Congo.

Alors que les affrontements se poursuivent entre le mouvement AFC/M23 et les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), appuyées par les groupes d'autodéfense Wazalendo ainsi que les FDLR, Kabund estime que la crise actuelle ne peut être résolue uniquement par la voie militaire.

Une situation « totalement préoccupante »

D'entrée de jeu, l'ancien cadre de l'UDPS a dressé un constat alarmant :

> « La situation à l'Est, comme ailleurs en RDC, est totalement préoccupante sur le plan sécuritaire. Elle traduit une faiblesse de l'autorité de l'État et une désintégration progressive du tissu national. »

Pour lui, la multiplication des groupes armés et la persistance des combats traduisent un malaise plus profond que le simple affrontement militaire.

Le dialogue comme option incontournable

Jean-Marc Kabund affirme que toute solution durable passe par un dialogue inclusif impliquant l'ensemble des parties concernées, y compris les acteurs armés.

> « On ne peut organiser un forum sur la sécurité sans inviter les véritables protagonistes du conflit. Il est impossible de parler de paix sans inclure le M23, qui est au

cœur des accusations. »

S'il reconnaît les allégations récurrentes concernant un soutien extérieur au M23, il estime toutefois que la crise ne peut être réduite à une seule dimension régionale.

Selon lui, les causes profondes seraient internes :

- * mauvaise gouvernance
- * gestion contestée des ressources naturelles
- * affaiblissement des institutions
- * frustrations politiques accumulées

« La guerre est l'effet visible de causes internes réelles liées à la gouvernance du pays. »

Dialogue national : avancée ou stratégie ?

Revenant sur sa propre arrestation, qu'il qualifie de politique, Kabund affirme qu'elle relevait davantage de calculs partisans que d'une procédure judiciaire ordinaire.

Il salue néanmoins l'ouverture récente du président Félix Tshisekedi en faveur d'un dialogue national, tout en mettant en garde contre une initiative unilatérale.

> « Le président ne peut définir seul les lignes rouges. Chaque acteur politique a ses préalables. Il faut une convergence sincère pour que le dialogue produise des résultats concrets. »

Depuis sa libération, l'opposant affirme ne pas observer de changement significatif dans la gouvernance actuelle, dénonçant notamment le népotisme, le tribalisme et le détournement des deniers publics.

Rumeurs de rapprochement avec Joseph

Kabila

Interrogé sur de supposées discussions avec l'ancien président Joseph Kabila, Kabund rejette catégoriquement ces informations.

« J'ai combattu le régime de Joseph Kabila jusqu'à la dernière minute. Ces rumeurs visent à détourner l'attention des vrais problèmes. »

Il affirme que son combat reste centré sur la réforme des institutions et la restauration de l'autorité de l'État.

Vers quelle issue ?

Dans un contexte où la population de l'Est continue de subir déplacements, insécurité et précarité économique, l'appel au dialogue relance le débat national sur la voie à suivre : poursuite des opérations militaires ou négociation politique inclusive.

Jean-Marc Kabund conclut en appelant à une refondation profonde de l'État congolais fondée sur :

- * une gouvernance responsable
- * des institutions fortes
- * l'unité nationale
- * une démocratie effective
- * une prospérité partagée

« Ce combat vise à redonner aux Congolais leur dignité dans un État fort, uni et démocratique. »

Rédaction TIC-TAC HEBDO

GOMA : LES ÉPREUVES PRÉLIMINAIRES DES AUTODIDACTES EFFECTIVEMENT LANCÉES

Une étape déterminante vers l'EXETAT 2025–2026



Le samedi 14 février 2026, les épreuves préliminaires des candidats autodidactes ont été officiellement lancées à Goma, dans le cadre des préparatifs de l'Examen d'État (EXETAT) édition 2025–2026.

La cérémonie s'est tenue au Complexe Scolaire Mama Mlezi (section secondaire), dans la ville de Goma, relevant de la Province Éducationnelle Nord-Kivu 1. Elle s'est déroulée en présence des autorités scolaires, des membres du Conseil provincial de l'Éducation ainsi que des responsables de l'Inspection provinciale.

Une ouverture solennelle sous supervision institutionnelle

Les malles contenant les questionnaires avaient été ouvertes solennellement sur le lieu de passation par Madame ****Chantal Murekatete****, Conseillère en matière d'Éducation, agissant au nom du Gouverneur du Nord-Kivu, ****Musanga Erasto****.

Cette procédure officielle, effectuée en présence des structures éducatives provinciales, visait à garantir la transparence et la régularité du processus d'évaluation.

Représentant le Gouverneur dans l'espace administré par l'AFC/M23, la Conseillère avait rappelé que l'éducation constitue un pilier fondamental de la stabilité sociale.

Elle avait également insisté sur la discipline, l'ordre et les valeurs morales qui doivent caractériser les apprenants, soulignant l'importance de

former des citoyens responsables et attachés aux principes d'intégrité et de rigueur.

Encadrement assuré par la Province Éducationnelle Nord-Kivu 1

L'Inspecteur Principal Provincial de la Province Éducationnelle Nord-Kivu 1, ****M. Shabishimbo Rusosha****, avait salué la tenue effective de ces préliminaires.

En tant que responsable de la coordination pédagogique et administrative couvrant la ville de Goma et les entités environnantes, l'IPP assure la supervision des évaluations certificatives et le respect du programme national.

Il avait précisé que ces préliminaires permettent d'évaluer objectivement les candidats autodidactes afin de les déclarer éligibles à l'Examen d'État, au même titre que les élèves régulièrement inscrits.

Une participation significative

Plus de 250 candidats avaient pris part à ces épreuves au centre Mama Mlezi. Leur réussite conditionnera leur accès à l'EXETAT 2025–2026, certification nationale déterminante pour leur parcours académique et professionnel.

Selon les autorités éducatives, les questionnaires avaient été élaborés conformément au curriculum officiel, couvrant les matières prévues de la 7^e année de l'Éducation de Base jusqu'à la 3^e secondaire selon les sections concernées.

Continuité du calendrier scolaire

La tenue effective de ces préliminaires confirme la poursuite du calendrier académique au sein de la Province Éducationnelle Nord-Kivu 1 et traduit la volonté des autorités éducatives de maintenir un cadre structuré et conforme aux normes nationales.

G RISASI



Nyiragongo : La population du coin est appelée à plus de détermination et à l'éveil patriotique pour servir sous le drapeau.

Ce message a été relayé dans le contexte actuel de guerre par le coordonnateur adjoint en charge de la mobilisation, recrutement et formation idéologique au sein du mouvement AFC/M23. Au cours de cette adresse devant des milliers d'habitants de la chefferie de Bukumu en territoire de Nyiragongo constitués essentiellement des chefs des villages, localités, groupements ainsi que les cadres de base, Maître Theo RUREMESHU a indiqué que c'est l'occasion cruciale offerte à la population du territoire de Nyiragongo pour s'approprier les acquis de la paix et rendre cette entité longtemps meurtrie un véritable milieu où il fera beau de vivre et où toutes les opportunités de développement devront être une vraie réalité en dépit des multiples défis qui y sont signalés et qui devront à tout prix être transformés en occasion pour l'attraction aux investissements durables. « Aujourd'hui c'était un grand jour. C'était un jour de joie où nous avons eu l'occasion de rencontrer les cadres de base, les notables, les chefs de villages et localités ainsi que ceux des groupements du territoire de Nyiragongo où nous avons eu à discuter les enjeux de l'heure. Des enjeux politiques, sécuritaires et diplomatiques. On a fait un tour d'horizon de toute la situation et ça nous a énormément plu. Nous avons été émerveillés, le climat a été convivial et l'ambiance a été fraternelle » a précisé Maître Theo RUREMESHU. Parlant de l'aspect diplomatique avec en toile de fond les démarches entreprises ou encore le processus en cours entre le Gouvernement de Kinshasa et la coordination du mouvement AFC/M23, ce juriste a expliqué à toute la



notabilité de la chefferie de Bukumu en territoire de Nyiragongo, toutes les initiatives qui se poursuivent à Doha au Qatar tout comme les appels au cessez le feu du facilitateur dans la crise qui sévit dans la partie orientale de la RDC. « Nous avons rappelé à la population toutes les grandes lignes du processus en cours. Vous savez que Monsieur TSHILOMBO fait toujours recours à la politique de désinformation pour pouvoir se maintenir au pouvoir. Alors aujourd'hui c'était une occasion officielle de pouvoir parler à la population des mécanismes de Doha, de Washington, Luanda, CIRGL et l'implication de la MONUSCO aujourd'hui. Alors nous leur

avons dit que l'AFC/M23 est toujours disposé à trouver des solutions à la crise qui nous secoue. Il n'y a que Kinshasa qui ne veut pas la paix et fait de tout son mieux pour bombarder les zones habitées à Minembwe où les populations sont sauvagement tuées. Vous savez que l'aéroport international de Goma se trouve dans le territoire de Nyiragongo et c'est un impératif pour sa réouverture d'autant plus que la plus grande main d'œuvre de cet aéroport est issue du territoire de Nyiragongo et c'est ce qu'on est en train de discuter par nos autorités du mouvement. Attendons la suite qui certes sera favorable » a-t-il conclu.
Marty Dacruz OLEMBA

Problématique foncière dans la commune de Karisimbi en ville de Goma : Le bourgmestre Abdoul BIKULO Pascal lance une mise en garde aux spoliateurs des espaces de l'Etat.



C'était au cours d'une descente effectuée sur l'avenue Vitshumbi au quartier Katoyi 1 à l'endroit communément appelé Carrière que le bourgmestre de la commune de Karisimbi s'est imprégné de cette situation très sensible liée à la spoliation. Ce site avait été spolié par des tiers personnes à travers des constructions anarchiques obstruant ainsi l'espace public. Abdoul BIKULO Pascal accompagné des agents du service de

cadastre et des titres immobiliers a lancé une sévère mise en garde et prévenir les spoliateurs avant de rappeler que cette époque qui consiste à s'adonner à des actes de spoliation et poser des actes contraires à la loi foncière est déjà révolue. L'autorité municipale de Karisimbi en a profité pour préciser que les efforts ont été beaucoup plus orientés et focalisés sur le rétablissement de la paix, la consolidation des efforts consentis

dans la sécurisation de sa juridiction, la concorde nationale dans les zones déjà libérées par l'AFC/M23 ainsi que le renforcement des mesures dissuasives pour maintenir l'ordre public et renforcer l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue de la commune de Karisimbi dont il en est l'animateur sous l'administration de l'AFC/M23. Pour lui l'attention devra beaucoup être focalisée sur le développement en lieu et place des pratiques visant à fouler au pied les instructions strictes cadrant avec la loi foncière. Abdoul BIKULO Pascal prévient également tous les contrevenants et autres personnes quel que soit le rang qui s'illustreront davantage dans ces sales pratiques. Soulignons que le numéro 1 de la commune de Karisimbi a accordé un délai de sept jours aux personnes se trouvant sur cet espace d'évacuer sans aucune forme de procès. Abdoul BIKULO Pascal a enfin demandé aux occupants des espaces verts de l'Etat notamment le marché SHABA et le stade du quartier Katoyi à libérer dans un plus bref délai et sans aucune condition.
Marty Dacruz OLEMBA

Goma : Les jeunes du quartier Murara dans la commune de Karisimbi appelés à se liguer contre l'insécurité et contribuer au développement à travers les travaux communautaires permanents.



Des milliers d'habitants du quartier Murara dans la commune de Karisimbi en ville de Goma s'étaient fixés rendez-vous au carrefour de l'institut Tuungane où le Maire de Goma et autres cadres de l'équipe de mobilisation du mouvement AFC/M23 ainsi que certains cadres de base dans un meeting de sensibilisation et d'évaluation de toutes les activités tant sécuritaires que celles liées au développement de cette entité. D'entrée de jeu, le chef du quartier Murara a brossé l'autorité urbaine la situation tant sécuritaire que socio-économique de son entité depuis le début du mois de Février. Pour lui, la situation socio-économique dans le contexte actuel de crise pousse certains jeunes à l'oisiveté en se donnant à la consommation abusive de l'alcool et du chanvre dans plusieurs coins de la commune, heureusement que son quartier en a été épargné depuis plusieurs moments. Ce cadre de base en a profité pour appeler les jeunes à se faire passer pour les acteurs de la paix et la

bonne gouvernance pour l'émergence de cette entité. Après cette brève présentation, l'autorité urbaine a pris la parole pour communier avec cette population qui est restée attentive au message que le premier citoyen de la ville leur apporte. Prenant la parole, KATEMBO NDALIENI Julien a salué la bravoure, l'endurance et la résilience de la population du quartier Murara qui s'est épargné des antivaleurs cas de la consommation de l'alcool et la drogue en se montrant plutôt très confiant aux effort entrepris par les autorités de l'AFC/M23 dans la restauration de la paix, la sécurité, l'ordre public et la bonne gouvernance non seulement tel que prôné par le mouvement dont il est cadre mais aussi tel que voulu par tout un peuple dans les zones contrôlées par le mouvement AFC/M23 en dépit de cas de diabolisation de ce dernier. Toujours devant ses administrés du quartier Murara, le chef de l'exécutif urbain est revenu sur les efforts entrepris dans la réforme de l'armée et cela

passera par la volonté et la détermination des jeunes engagés dans la promotion des valeurs patriotiques. C'est dans cette optique que KATEMBO NDALIENI Julien a appelé les jeunes à joindre leurs efforts et leur énergie dans la refondation d'un Congo, fort, uni et prospère en servant sous le drapeau au sein de l'Armée révolutionnaire Congolaise, ARC en sigles et de la Police nationale et les conditions ne sont autres que d'être de nationalité congolaise et d'être âgé de 18 jusqu'à 35 ans. A cette occasion, l'autorité urbaine a précisé que la refondation d'un état de droit et la renaissance du géant Congo passe par l'éveil patriotique de tous les congolais particulièrement les jeunes. Il a ensuite insisté sur la sensibilisation des éléments des FARDC et jeunes volontaires dit Wazalendo de revenir au bon sens en se rendant auprès des autorités en place soit pour leur intégration au sein l'ARC, soit pour l'intégration dans la vie civile pour ceux qui le voudront. « Nous savons que plusieurs éléments Wazalendo, FARDC, policiers du Gouvernement de Tshilombo sont encore dans la ville. Je vous demanderais, vous population de Murara de dire à un ami, frère ou connaissance, quel que soit le lieu où il se trouve de lui dire de venir vers nous car on n'a pas des problèmes. Nous sommes là pour faire la sécurité ensemble. Nous avons trois options et la plus ultime c'est de se rendre auprès de nos services de sécurité et des renseignements ou après des cadres de base et remettre l'arme qu'il détient » a précisé le Maire de Goma. Au finish, KATEMBO NDALIENI Julien, Maire de Goma sous administration AFC/M23 a appelé les fils et filles du quartier Murara au civisme fiscal en payant régulièrement la taxe d'assainissement qui s'élève à 5000 FC, cela pour le bien être de toute la population. Marty Dacruz OLEMBA

Réhabilitation des installations sanitaires du Marché de Virunga : KATEMBO NDALIENI Julien, maire de Goma se réjouit de l'évolution des travaux.

C'est au cours d'une visite d'itinérance effectuée le jeudi 11 Février dernier que le maire de la ville a fait ce constat dont les prouesses et le progrès ont été appréciables. Lors de son arrivée dans les installations de ce grand centre commercial de la ville touristique dans la commune de Karisimbi au quartier Murara, KATEMBO NDALIENI Julien s'est entretenu avec plusieurs marchands et marchandes du Marché de Virunga et toutes les tendances tribale-ethnique en dépit de ses origines d'un garçon né et grandi à Vitshumbi en chefferie de Bwito dans le territoire de Rutshuru mais originaire du territoire de Lubero, cela en vue de s'imprégner de l'évolution de leurs conditions de travail depuis l'avènement de l'AFC/M23 ainsi que la reprise des activités commerciales dans ce grand établissement. Parcourant différents stands, l'autorité urbaine s'est rassuré du bon déroulement des activités en dépit du vécu quotidien devenu un peu compliqué suite à la fermeture des institutions bancaires par le Gouvernement de Kinshasa. A cette occasion, KATEMBO NDALIENI Julien a donné toutes les assurances possibles quant à l'amélioration des conditions socio-économiques dans un plus bref délai. L'espoir étant encore permis grâce aux efforts que mènent les autorités dans le rétablissement de la paix et la sécurité afin que les activités socio-économiques redeviennent normales comme par le passé et que ce grand centre commercial qui nourrit des milliers d'habitants



de Goma et ses environs en vivres et non vivres puisse recouvrer sa valeur datant, certains marchands abordés par votre rédaction se sont dits confiants. Occasion faisant les larrons, le Maire de Goma s'est imprégné de l'évolution des travaux de réhabilitation des latrines publiques au sein de ce marché qui regorge plus de 20 milles personnes des différents horizons. Satisfait de l'état d'avancement des travaux de cet ouvrage sur le chantier, l'autorité urbaine s'est dit profondément ému des conditions de viabilité de ces installations sanitaires qui est parmi les besoins primordiaux de chaque être humain. « Je suis satisfait de l'évolution à pas de géant de ces travaux de construction et réhabilitation de ces latrines qui demeure un véritable miroir pour l'assainissement de ce grand marché que nous disposons ici dans la

ville et je sais les marchands et marchandes se retrouveront dans des conditions les saines et agréables possibles dans peu de temps et je le dis, dans peu de temps parce que c'est une question de quelques semaines. Donnons le temps au temps qui nous donnera raison, je salue la bravoure et la détermination de l'administrateur du dit marché, son adjoint en charge des finances présente ici ainsi que le chef du quartier Murara qui s'investissent davantage pour rendre ce centre commercial plus viable et ses locataires devront en être fiers et leur faire confiance » a indiqué KATEMBO NDALIENI Julien. Soulignons que le Marché de Virunga héberge plus de 60% des familles du chef de la province du Nord Kivu sous l'administration de l'AFC/M23 Marty Dacruz OLEMBA

Activisme des rebelles ougandais ADF au Nord Kivu : Maître Jean Paul NGAHANGONDI dit non aux machettes qui égorgent les Nande.



Selon une note publiée la semaine écoulée à Goma, la convention pour le respect des droits humains, CRDH en sigles a à travers son coordonnateur Maître Jean Paul NGAHANGONDI indiqué qu'entre 2000 et 2024, au moins 5106 civils ont été lâchement abattus dans la région de Beni et Lubero et entre 2024 et 2026, il a eu à documenter plus

de 2000 civils supplémentaires tués. A ce jour, cela représente plus de 7000 civils massacrés en l'espace de six ans. Selon lui, ces chiffres imposent une vérité et que nous ne sommes pas en face à une crise ponctuelle mais aussi à un système de violence qui perdure. « Les massacres attribués aux ADF, groupe armé d'origine ougandaise constitue une part

majeure de cette tragédie » a-t-il indiqué. Notre devoir de vérité exige de reconnaître également :

- L'implication de certains groupes armés locaux notamment des factions Mai Mai/ Wazalendo.
- Des cas documentés d'implication, de collaboration ou de passivité opérationnelle des certains éléments des FARDC.
- L'existence des réseaux de corruption impliquant quelques officiers militaires dans la vente d'armes et des munitions à des groupes armés. « Des officiers FARDC ont été arrêtés à Beni et à Bunia pour des faits liés à la commercialisation illégale d'armes et des munitions. Ces arrestations confirment que la crise sécuritaire est aggravée par des complicités internes. Lorsque des armes censées protéger la population alimentent la guerre, cela devient un auto entretien, une guerre qui dure...et qui profite à certains » ajoute Jean Paul NGAHANGONDI. Ce rapport met en lumière des éléments préoccupants, suggérant des détournements logistiques, trafic d'armes, gestion opaque des fonds sécuritaires, exploitation illégale des ressources qui bénéficiaires à certains acteurs politiques et militaires corrompus. « Lorsque la guerre devient un business pour certains acteurs corrompus, la paix devient une menace pour leurs intérêts et cela alimente une crise de confiance entre la population et les institutions » a-t-il conclu.

Guellord RISASI

Accusé des bavures, Mr Marcel KALALA MWAMBA, président provincial de la CRRDC au Nord Kivu vers la voie de sortie

A travers une lettre ouverte adressée aux autorités, les volontaires membres de la Croix Rouge de la RDC au Nord Kivu se sont exprimées le 11 Février 2026 désavouant ainsi Mr Marcel KALALA MWAMBA, l'accusant de plusieurs griefs, le poussant ainsi vers la voie de sortie. C'est Monsieur Alexandre MULUTA, président honoraire de la CRRDC dans la commune de Karisimbi qui a lu cette lettre devant la presse. Se référant aux statuts et Règlement d'ordre intérieur de la croix rouge de la RDC, les volontaires membres de cette organisation reprochent à l'incriminé ce qui suit :

1. Son mandat est largement dépassé à la tête du comité provincial de la CRRDC au Nord Kivu car selon les statuts de cette structure, le mandat est de cinq ans renouvelable une seule fois, cfr Art 55 alinéa é. Son mandat qui a débuté en 2013 a été renouvelé en 2018 et devrait prendre fin en 2023 et voici qu'en 2026, les élections ont été programmées en Avril 2024 mais ce calendrier a été bafoué pour des raisons jusque-là ignorées alors que les élections ont été organisées dans les autres provinces.

2. Il fait l'espionnage dans la

divulgaration des informations à chaque sortie alors que ceci est contraire aux principes fondamentaux de la croix rouge dont la neutralité, selon les articles 1 alinéa 4 et 2 des statuts ainsi que l'article 25 alinéa 1 du règlement d'ordre intérieur.

3. Il applique le népotisme et le tribalisme, positionnement et renforcement de ses équipes y compris ses propres enfants et sa belle-famille aux postes stratégiques de la croix rouge afin de consolider sa position gérant cette organisation son bien personnel et une affaire familiale chose que conteste l'article 10 des statuts.

4. Il fait la stigmatisation, éloignement des anciens secouristes actifs et présidents communaux dont celui de Goma et Karisimbi qui sont d'office membres de l'assemblée de leur ressort, cet agissement est contredit par l'article 17 alinéa 4 des statuts de la croix rouge.

5. Il exige aux volontaires mobilisés dans un projet de verser à chaque paie un montant de 10% de la prime perçue. Tout volontaire qui effectue une mission de service dans le cadre des projets financés par des partenaires est obligé de remettre la somme équivalente à une ou deux



nuitées selon le volontaire ait sept nuitées ou plus. Ceci va à l'encontre du code de bonne conduite et à la prévention des abus sexuels des organisations humanitaires car jugé une fraude à l'égard des volontaires bénéficiaires et de détournement des fonds selon l'article 25 alinéa 2 du règlement intérieur. Exemple d'un poulailler dans la parcelle de la croix rouge à Mugunga et qui ne bénéficie rien aux secouristes volontaires membres de la croix rouge au Nord Kivu.

6. Aussi les véhicules sont loués par les partenaires sous des noms de ses enfants ou de son épouse, ceci contrairement à l'article 15 des

statuts et l'article 25 alinéa 7 du règlement intérieur de la CRRDC.

7. Il fait l'abus de l'emblème de la croix rouge aux véhicules privés de ses enfants, femme et proches afin d'échapper au contrôle des services publics et cela s'appelle usurpation de l'emblème précise le document. Eu égard à ce qui précède et compte tenu de la gravité de toutes ces bavures devant les principes de la CRRDC, les membres volontaires de cette organisation demandent son départ immédiat et que les autorités civiles, policières et militaires assurent assistance en cas de besoin aux dénonciations de tous ces griefs.

Guellord RISASI

Situation humanitaire au Nord et Sud Kivu : L'AFC/M23 tient à son engagement des accords de DOHA celui de libérer les prisonniers



La question a été évoquée lors d'une rendre le week end dernier à Goma au Nord Kivu entre les autorités l'Alliance Fleuve Congo, AFC/M23 et la délégation conduite par la commissaire européenne en charge de la préparation la gestion de la crise et à l'égalité. Il a été révélé au terme de ce tête à tête que le mouvement que dirige Corneille NANGAA YOBELUO a fourni des multiples efforts dans le respect de tous les textes signés à Doha au Qatar. Dans un communiqué de presse signé par Lawrence KANYUKA, chef du département de communication, médias, postes et télécommunication au sein du mouvement, il a été précisé à HADJA LABHIB et toute sa délégation que le mouvement FC/M3 a pris la décision de libérer 40 enfants mineurs, une centaine des femmes recrutées par les FARDC, FDLR et WAZALENDU et rendues à l'Armée Révolutionnaire Congolaise, ARC afin de retourner dans leurs familles respectives. Par la même occasion, le mouvement a mis à la disposition de l'émissaire de l'union européenne, 230 militaires FARDC blessés qui suivaient les soins à l'hôpital militaire de Katindo sous la charge de l'AFC/M23 afin qu'ils soient également remis à leurs familles respectives. Au même document de préciser également que les discussions techniques se poursuivront dans les prochains jours en vue de stabiliser davantage les mécanismes de collaboration entre l'AFC/M23 et la communauté humanitaire opérationnel en territoire libéré par ce mouvement. Au cours de ces échanges, HADJA LABHIB a souligné l'importance de la collaboration entre l'AFC/M23 et la communauté humanitaire pour rencontrer les besoins de la population. Elle a

également plaidé pour l'ouverture du couloir humanitaire, la mise en place d'un comité technique conjoint et ses attentes face à la réouverture de l'aéroport international de Goma. « Je suis ici en tant que commissaire européenne en charge de la préparation, la gestion de la crise à l'aide humanitaire avec un mandat humanitaire. J'ai été mandaté effectivement par les ministres des affaires étrangères de G27 pour se rendre dans la région des Grands Lacs et établir un rapport suite la situation humanitaire qui s'est totalement dégradée dans cette région. Je me suis d'abord rendu à Kinshasa, puis Bujumbura ensuite à Kigali, aujourd'hui à Goma et partout le message reste le même, c'est un plaidoyer en faveur du respect du droit humanitaire international. La situation est catastrophique. Il faut nous aider à faire notre travail d'autant plus que nous demeurons les meilleurs acteurs dans la résolution de cette crise qui secoue ce pays. Nous avons de plus en plus des violations flagrantes du droit international humanitaire. Nos travailleurs risquent leurs vies en voulant sauver celles des autres et donc j'ai fait part de toutes sortes de tracasserie et problèmes et je me fais le relai ici des ONG Internationales et agences du système des nations unies qui travaillent difficilement ici et dans les camps de la région. Je me suis moi-même rendue dans le camp de transit et j'ai moi-même recueilli des témoignages. Je suis moi-même commissaire à l'égalité et le premières victimes de cette guerre ce sont avant tout les femmes et les enfants. J'ai obtenu des engagements concrets de toutes les parties que j'ai rencontré et j'espère que ces engagements seront mis en œuvre et que

cette mission portera ses fruits » a indiqué HADJA LABHIB.

Pour sa part, Corneille NANGAA YOBELUO, coordonnateur politique du mouvement AFC/M23 a rassuré à son hôte de l'étroite collaboration entre son mouvement et toute la communauté humanitaire dans toutes les zones libérées ainsi que du changement palpable enregistré partant de la stabilisation sécuritaire. « Nous avons donné à Madame la commissaire de l'union européenne, les assurances que la zone sous contrôle de l'AFC/M23 que c'est la zone la plus sécurisée du pays actuellement. L'accès humanitaire sera garanti. On aussi parler de la question de la réouverture de l'aéroport. Oui, un besoin très important et nous avons fait comprendre à Madame la commissaire de l'union européenne que la question de l'ouverture ou l'opérationnalisation de l'aéroport de Goma est d'abord notre grande préoccupation. Les premiers bénéficiaires ou encore les premiers demandeurs de la réouverture de cet aéroport c'était nous les autorités de l'AFC/M23 à Goma ici. Cependant si l'aéroport n'est pas encore rouvert à ce jour c'est lié à des questions d'ordre sécuritaire, technique et administratif » a laissé entendre Corneille NANGAA.

Soulignons que l'AFC/M23 a transmis à l'union européenne à travers sa commissaire à la préparation, l'égalité et la gestion de la crise toute sa gratitude pour son soutien multiforme manifesté en faveur du peuple congolais en cette période cruciale.

Marty Dacruz OLEMBA